

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT CAMEROUN

OBJECTIF I

Développement et amélioration de la protection et de la formation de la petite enfance et, notamment des enfants les plus vulnérables et les défavorisés

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N° 1

« DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE LA PROTECTION ET DE LA FORMATION DE LA PETITE ENFANCE ET NOTAMMENT DES ENFANTS LES PLUS VULNERABLES ET LES PLUS DEFAVORISES »

I- Composante formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	<p>Elargissement de la couverture sanitaire et vaccinale à tous les enfants de 0 à 5 ans.</p> <p>* Taux élevé de prévalence de diarrhée : 18,9% (99)</p> <p>* Taux élevé de prévalence des infections respiratoires : 32,8% (98)</p> <p>* Taux d'allaitement maternel bas : 15,4%</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préjugés socio-culturels et religieux défavorables - Insuffisance du personnel sanitaire au sein des structures d'encadrement de la petite enfance - Insuffisance des structures d'encadrement de la petite enfance - Insuffisance et mauvaise gestion des ressources disponibles - Enclavement - Manque de collaboration entre les Ministères partenaires chargés de l'encadrement de la petite enfance 	<p>Plaidoyer pour la promotion d'une approche intégrée dans l'encadrement de la petite enfance et de la généralisation de la couverture sanitaire et vaccinale.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1- Création de la structure responsable de la mobilisation sociale en faveur d'une large couverture sanitaire des enfants 2- Elaboration du programme de mobilisation sociale en faveur de la couverture sanitaire et vaccinale 3- Création et fonctionnement des structures de coordination interministérielles aux différents niveaux du découpage administratif en matière d'encadrement de la petite enfance. 4- Création et équipement des Centres de PMI dans tous les Chefs-Lieux de Départements 5- Initiation d'une étude pour évaluer le système sanitaire en milieu scolaire 6- Initiation d'une étude situationnelle de l'impact du VIH/SIDA dans les écoles maternelles 	<p>Structure créée et fonctionnelle</p> <p>Programme élaboré</p> <p>Forte demande de la couverture sanitaire et vaccinale pour les enfants de 0 à 5 ans.</p> <p>Structures créées et opérationnelles</p> <p>Centres de PMI créés et fonctionnels</p> <p>Tous les enfants de 0 à 5 ans vaccinés</p> <p>Etude menée</p> <p>Rapport disponible</p> <p>Etude menée</p> <p>Rapport disponible</p>

Programme ECC/SGD ; ECC/SGD : Early Childhood Care/Survey, Growth and Development

PMI : Prévention Maternelle et Infantile.

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
2	<p>Prise de conscience accrue par les parents de l'importance de l'Ecole Maternelle dans la vie de l'enfant</p> <p>Indicateur :</p> <p>TBS très bas : 12,46% (2000)</p>	<p>Information insuffisante des parents sur le rôle et l'importance de l'Ecole Maternelle dans le développement cognitif et psycho-social de l'enfant</p> <p>Démision de certains parents de leurs obligations</p> <p>Taille élevée des familles</p> <p>Pauvreté des familles</p>	<p>Mobilisation Sociale pour la promotion du développement de l'Ecole Maternelle</p>	<p>7°) Création, appui et animation des Associations Communautaires Productrices de biens et revenus</p> <p>8°) Elaboration d'un programme de mobilisation en faveur de la promotion et du développement de l'Ecole Maternelle</p> <p>9°) Information et sensibilisation des parents, communautés, leaders d'opinion, Chefs Traditionnels et religieux, sur les problèmes liés à l'éducation de l'enfant</p> <p>10°) Réhabilitation des écoles maternelles existantes</p> <p>11°) Construction et équipement des blocs maternels avec latrines, bibliothèques, aires de jeux</p>	<p>Des Associations Communautaires de Production opérationnelles.</p> <p>Forte demande d'inscription à l'école maternelle pour les enfants de 3 à 5 ans.</p> <p>Nombre de séances tenues Rapport disponible</p> <p>Ecoles Maternelles réhabilitées</p> <p>Plus grande offre au niveau de l'Enseignement Maternel.</p>
3	<p>Promotion des droits de l'enfant sans discrimination au sein de la famille et de la communauté</p>	<p>Ignorance de la CDE par les parents et la communauté</p> <p>Non application des dispositions de la CDE</p>	<p>Plaidoyer en faveur de la mise en application de la CDE</p>	<p>12°) Production du matériel de la CDE (Convention relative aux Droits de l'Enfant) et diffusion</p> <p>13°) Introduction de l'enseignement de la CDE dans les programmes de formation des formateurs</p>	<p>Matériel de la CDE produit et diffusé</p> <p>CDE incluse dans les programmes de formation des formateurs.</p>

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Éducation p.7
TBS : Taux Brut de Scolarisation
CDE : Convention relative aux Droits de l'Enfant

II- Composante non formelle / informelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
4	Développement d'autres structures d'Encadrement de la Petite Enfance	<p>Absence d'une carte des structures d'Encadrement de la Petite Enfance.</p> <p>Méconnaissance des textes relatifs à la création et à la gestion des structures d'encadrement de la Petite Enfance.</p> <p>Problèmes fonciers.</p> <p>Enclavement.</p>	Mise en place des mécanismes structurels d'Encadrement de la Petite Enfance par les communautés et les collectivités locales	<p>14°) Construction et ouverture des Centres Préscolaires Communautaires (CPC) en zones rurales</p> <p>15°) Formation des encadreurs aux procédures de gestion des CPC</p> <p>16°) Appui, soutien et animation des Structures Communautaires créées.</p> <p>17°) Création et animation des réseaux de partenariat.</p>	<p>° Forte demande de création de diverses Structures d'Encadrement de la Petite Enfance.</p> <p>° Structures Communautaires créées et opérationnelles</p> <p>Réseaux de partenariats mis en place</p>
5	Amélioration de la qualité d'encadrement de la petite enfance	<p>Absence d'une Déclaration de Politique Nationale d'Encadrement de la Petite Enfance (DPNE/PE).</p> <p>Manque de structures spécialisées dans l'encadrement de la Petite Enfance.</p> <p>Absence de structures locales de production et de fabrication du matériel didactique.</p>	Plaidoyer en faveur de la promotion d'un encadrement de la Petite Enfance de qualité.	<p>18°) Signature et diffusion de la Déclaration de Politique Nationale d'Encadrement de la Petite Enfance (DPNE/PE)</p> <p>19°) Création et équipement d'une structure de formation à l'Encadrement de la Petite Enfance.</p> <p>20°) Création et équipement d'unités de production et de fabrication du matériel éducatif à base de matériaux locaux.</p> <p>21°) Création et équipement de 4 structures de formation des encadreurs de la Petite Enfance.</p>	<p>DPNE/PE signée et diffusée</p> <p>Structure de formation créée et fonctionnelle</p> <p>Unités de production créées et fonctionnelles</p> <p>Structure créée et fonctionnelle</p>

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
		Insuffisance d'encadreurs spécialisés. Insuffisance du matériel didactique adéquat.		22°) Recyclage systématique du personnel en poste dans les écoles maternelles 23°) Révision des programmes de l'Enseignement Maternel 24°) Elaboration d'une carte scolaire de l'Enseignement Maternel	Personnel recyclé Programmes révisés Carte scolaire élaborée
6	Maîtrise de la gestion du fichier de l'état civil	Ignorance de l'importance de l'état civil dans les communautés Eloignement des centres d'état civil par rapport à certaines communautés Mauvaise tenue des registres d'état civil	Plaidoyer en faveur de l'octroi de l'Acte de Naissance à chaque enfant .	25°) Création des Centres d'Etat Civil mobiles. 26°) Création des comités de gestion communautaires des Centres d'Etat Civil mobiles	° Forte demande d'établissement des actes d'état civil. ° Comités de gestion communautaires des centres d'état civil mobiles créés et fonctionnels.
7	L'adhésion des populations marginalisées et/ou défavorisées à la Politique Nationale d'encadrement de la Petite Enfance	Mobilité de la plupart des populations marginalisées Barrières psychologiques et/ou socio-culturelles (représentations sociales dévalorisantes, susceptibilité, peur du déracinement).	Mobilisation Sociale en faveur d'un encadrement de qualité de la Petite Enfance chez les populations marginalisées et/ou défavorisées.	27°) Création, construction et équipement des centres multidisciplinaires pour enfants défavorisés, marginalisés et handicapés.	Centres multidisciplinaires créés et fonctionnels

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
				28°) Elaboration d'un réseau de partenariat efficace pour l'encadrement des enfants défavorisés et vulnérables.	Réseau de partenariat élaboré et opérationnel.
8	Enrichissement des programmes de l'Ecole Maternelle camerounaise, des ENIEG avec les concepts de tolérance, démocratie, paix, amour.	Dépravation des mœurs Intolérance Refus d'acceptation de la différence Inexistence des modules d'éducation socio-éthique dans lesdits programmes	Plaidoyer pour des Compétions interscolaires sur les concepts d'Education Socio-éthique	29°) Elaboration des modules de valeurs (paix, démocratie, tolérance etc...) 30°) Intégration de ces modules dans les programmes de formation des ENIEG à vocation maternelle	Modules élaborés Modules intégrés au programme d'encadrement de la petite enfance des ENIEG

ENIEG : Ecole Normale d'Instituteurs de l'Enseignement Général

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT CAMEROUN

OBJECTIF II

Accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité, notamment des filles , des enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques

INTRODUCTION

Le document de la stratégie du secteur de l'Education révèle que pour 8855 écoles primaires fonctionnelles en 1999/2000, l'on dénombre 45.077 salles de classe dont 7.967 sont en matériaux provisoires et nécessitent, de façon urgente, une réhabilitation certaine. Ceci donne un déficit de 7.632 salles de classe si l'on s'en tient au cadre normatif de 50 élèves/salle de classe.

A ce jour, l'Enseignement Primaire Public compte 31.099 Instituteurs. On note également ici, un déficit de 7100 Enseignants en termes réels puisque sur les 31.099 existants, seuls 25.000 sont réellement en classe, selon la même source.

Ce double déficit laisse transparaître les difficultés que l'Etat camerounais éprouve pour rendre effectivement obligatoire et gratuit l'Enseignement Primaire. C'est ainsi qu'en 1999, sur 3,5 Millions d'enfants d'âge scolaire, 1,5 Million ne sont pas allés à l'école primaire.

Or la Constitution du Cameroun stipule dans son préambule que :

- « l'Etat assure à l'enfant, le droit à l'instruction »;
- « l'Enseignement Primaire est obligatoire » ;
- « l'Etat protège des minorités conformément à la loi ».

Face à ces exigences réglementaires et aux recommandations issues du Sommet de Jomtien sur l'Education Pour Tous (EPT), des Etats Généraux de l'Education et de la Table Ronde sur l'Education, et malgré les lourds sacrifices consentis par le Gouvernement et les partenaires privés, le Cameroun reste confronté à de graves problèmes d'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité, notamment celui des filles, des enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques. Il s'agit, comme nous l'avons relevé plus haut, des problèmes liés aux structures d'accueil, à l'insuffisance quantitative et qualitative du personnel enseignant, aux coutumes rétrogrades, à la perception négative de l'école moderne et du rôle des filles dans la société et des désastres causés par le VIH/SIDA.

Pour chacun d'eux, il a été identifié :

Des défis à relever

Des obstacles à surmonter

Des stratégies à déployer

Des actions à mener et

Des résultats à atteindre à court, moyen et long terme.

Source : Document du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 9 et 10

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N° 2
« ACCES A UN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE ET GRATUIT DE QUALITE,
NOTAMMENT DES FILLES, DES ENFANTS EN DIFFICULTE ET CEUX APPARTENANT A DES
MINORITES ETHNIQUES ».

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	<p>Généralisation de l'Enseignement Primaire à tous les enfants de 6 à 14 ans.</p> <p>¹TBS : 83,4% (2000) Indice de parité F/G : 0,84 (2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Perception négative de l'école moderne dans certaines communautés ; - Traditions socioculturelles défavorables à la fille ; - Forte implication des enfants de certaines communautés dans les activités domestiques et/ou génératrices de revenus. - Insuffisance de l'offre éducative. <p>Expansion de la pandémie du VIH/SIDA</p> <p>Paupérisation de nombreuses familles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation sociale en faveur de la généralisation de l'Enseignement Primaire obligatoire et gratuit. - mobilisation sociale de lutte contre la propagation du VIH/ SIDA - amélioration du pouvoir d'achat des communautés. 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires à la généralisation de l'enseignement primaire ; 2) Organisation des campagnes de sensibilisation des communautés ; 3) Construction, réhabilitation et équipement des écoles primaires ; 4) Formation et recrutement des enseignants qualifiés ; 5) Appui à l'élaboration de la carte scolaire 6) Organisation des campagnes de sensibilisation et d'information sur le VIH/SIDA 7) Introduction dans les programmes scolaires d'un module de formation sur le VIH/SIDA 8) Création et organisation des associations de femmes, de mères d'élèves et de comités de développement communautaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Document de plaidoyer élaboré ; - Nombre de partenaires rencontrés ; - Table Ronde organisée ; - Forte demande d'inscription à l'école primaire ; - Capacité d'accueil élargie ; - Augmentation d'offre éducative et des Taux Bruts de Scolarisation <p>TBS : 83,4%(2000) ; 97% (2005) ; 98%(2010) ; 100% (2015) Indice de parité F/G : 0,84 (2000) ; 0,90(2005) ; 0,95 (2010) ; 1(2015)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de séroprévalence. - Associations et comités de développement créés et organisés ; - Accroissement du pouvoir d'achat des ménages.

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education pp 7et 8

¹ TBS : Taux Brut de Scolarisation

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
2	<p>Offre d'un enseignement primaire de qualité</p> <p><i>Indicateurs :</i> Taux de redoublement : 25% (2000)</p> <p>Taux de transition ²EP/ES : 21% (2000)</p> <p>Ratios a) ³EI/Ens : 52 (2000) b) ⁴EI/CI : 60 (2000)</p>	<p>- Insuffisance de l'offre éducative se traduisant par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'insuffisance de structures d'accueil ; • l'insuffisance du personnel enseignant qualifié • des effectifs d'élèves pléthoriques ; • la pratique des vacances multiples et/ou des classes multigrades. • le recours à des méthodes dogmatiques ; • l'insuffisance du matériel didactique approprié ; • l'inadaptation des programmes ; • l'insuffisance du temps consacré à l'enseignement ; • le coût encore élevé des fournitures scolaires ; • l'encadrement familial insuffisant ; • la mauvaise gestion des ressources disponibles • les mauvaises conditions de vie et de travail du personnel enseignant. 	<p>- Plaidoyer pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion et le développement d'un enseignement primaire efficace et efficient ; • la mise en place d'un système d'encadrement de proximité ; • l'amélioration des compétences des personnels enseignants et de supervision et pédagogique 	<p>9) Construction, réhabilitation et équipement des écoles primaires</p> <p>10) Dotation des écoles primaires en matériel didactique approprié</p> <p>11) Révision des programmes, des méthodes et du système d'évaluation</p> <p>12) Amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants</p> <p>13) Création d'une structure de formation à distance</p> <p>14) Développement des programmes de recyclage des personnels enseignants et d'encadrement</p> <p>15) Développement des programmes de formation initiale en gestion des ressources.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - déperditions scolaires réduites ; - rendement interne et externe élevés ; - budget de l'enseignement primaire consistant ; - ratios élèves/maître et élèves/classe maîtrisés. <p>Taux de redoublement : 25%(2000) ; 10%(2005) ; 7% (2010) ; 5%(2015)</p> <p>Taux de transition : EP/ES : 21%(2000) ; 50% (2005) ; 75%(2010) ; 90% (2015)</p> <p>Ratios : a) EI/Ens : 52 (2000) ; 50 (2005) ; 49 (2010) ; 45 (2015) b) EI/CI : 60 (2000) ; 55 (2005) ; 50 (2010) ; 45 (2015)</p>

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 11, 63, 65 et 66

² EP/ES : Enseignement Primaire/Enseignement Secondaire

³ EI/Ens : Elèves/Enseignant

⁴ EI/CI : Elèves /Classe

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
3	Amélioration du taux de scolarisation des filles : <i>Indicateur :</i> <i>Indice de parité F/G :</i> <i>0,84 (2000)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Perception dévalorisante des fille ; - Scolarisation préférentielle des garçons ; - Forte implication des filles dans les travaux domestiques et/ou générateurs de revenus. 	Plaidoyer en faveur d'un environnement socioculturel favorable à la scolarisation des filles ; Plaidoyer en faveur d'une scolarisation de proximité.	<p>16) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires en faveur de la scolarisation des filles</p> <p>17) Organisation des campagnes de sensibilisation des communautés réticentes à la scolarisation des filles</p> <p>18) Amélioration de l'environnement scolaire</p> <p>19) Création, construction et équipement de nouvelles écoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - augmentation du taux de scolarisation des filles ; - parité dans la scolarisation des filles et des garçons. <p><i>Indice de parité F/G :</i> <i>0,84(2000) ; 0,90(2005) ; 0,95(2010) ; 1(2015)</i></p>
4	Adhésion des populations minoritaires et/ou marginalisées à la politique de scolarisation.	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilité de la plupart des populations cibles ; - Barrières psychologiques et/ou socioculturelles ; - Perception négative de l'école moderne. 	Plaidoyer en faveur de la scolarisation des enfants des populations minoritaires et/ou marginalisées.	<p>20) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires à la scolarisation des enfants des populations minoritaires et / ou marginalisées</p> <p>21) Organisation des campagnes de sensibilisation en faveur des enfants des populations minoritaires et / ou marginalisées</p> <p>22) Création, construction et équipement d'écoles adaptées à la situation des enfants des populations minoritaires et / ou marginalisées ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - forte demande de scolarisation des enfants des populations minoritaires et/ou marginalisées ; - taux de scolarisation des enfants de ces populations élevé ; - réduction quasi totale de la non-scolarisation des enfants de ces populations.
5	Scolarisation des enfants en difficulté et en conflit avec la loi.	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à identifier et à prendre en charge ces différents groupes d'enfants ; - Résistance aux contraintes scolaires ; 	Plaidoyer pour la prise en charge, sur le plan scolaire, des enfants en difficulté et en conflit avec la loi.	<p>23) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires à la scolarisation des enfants en difficulté et /ou en conflit avec la loi</p> <p>24) Création, construction et équipement des écoles adaptées à la situation des enfants en difficulté et / ou en conflit avec la loi</p>	<ul style="list-style-type: none"> - prise en charge et scolarisation des enfants en difficulté et / ou en conflit avec la loi.

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 8

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
6	Augmentation des ressources pour un enseignement primaire de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise répartition des ressources existantes. - Absence d'une étude sur les déperditions scolaires - Absence de logements pour les enseignants - Manque de spécialistes en évaluation des programmes, manuels scolaires et matériels didactiques <p>Absence d'une étude sur le VIH/SIDA et les MST en milieu scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de la mobilisation des ressources pour le développement de l'Enseignement Primaire (°EP) 	<p>25) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires à l'amélioration de la qualité l'Enseignement Primaire.</p> <p>26) Initiation d'une étude sur les déperditions et redoublements scolaires dans l'Enseignement Primaire</p> <p>27) Formation des spécialistes en évaluation des programmes, manuels scolaires et matériels didactiques</p> <p>28) Initiation d'une étude sur l'impact du VIH/SIDA et les MST en milieu scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ressources de l'enseignement primaire consistantes. - Etude menée - Rapport disponible - Spécialistes formés et disponibles - Etude menée - Rapport disponible

° EP : Enseignement Primaire

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT/CAMEROUN

OBJECTIF III

Accès équitable aux programmes adéquats à tous les jeunes et à tous les adultes en vue de l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires à la vie courante

INTRODUCTION

La notion d'équité renvoie, sur le plan social, au souci de respecter les droits de chacun. De manière plus spécifique, tout homme a droit à l'éducation pour qu'il puisse acquérir les savoirs et valeurs, attitudes et compétences techniques lui permettant ainsi de développer ses capacités de travailler, de participer pleinement à la vie sociale de son groupe d'appartenance, de maîtriser son propre destin et de continuer à apprendre.

Or, tel n'est pas le cas aujourd'hui au Cameroun si l'on s'en tient aux données statistiques du document de stratégie du secteur (formel) de l'éducation. Celles-ci révèlent à la fois des disparités de genre et régionales, notamment dans la partie septentrionale de notre pays qui comprend trois provinces parmi les dix que compte le Cameroun à savoir l'Adamaoua (AD), l'Extrême-Nord (EN) et le Nord (N) avec respectivement un indice de parité **Filles/Garçons** de **0,64**, **0,53** et **0,56**. Sur le plan régional, le Taux Brut de Scolarisation (**TBS**) n'est pas le même. Il est de **123** pour la province du Centre (CE) et de **53** pour celle de l'Extrême-Nord. Ces tendances sont également observées au niveau de l'Enseignement Secondaire Général (ESG), Technique et Professionnel (ESTP) selon les mêmes sources, à savoir un TBS de **22%** pour le premier et **6%** pour le second.

La situation n'est guère mieux au niveau des jeunes déscolarisés et des adultes. Car le taux d'alphabétisation au Cameroun reste faible. Ainsi, selon le document du Bilan EPT 2000, **72,49%** (EN), **66,69%** (AD) et **61,14%** (N) de femmes sont analphabètes.

Les raisons en sont multiples. Toutefois, les plus saillantes sont : la carte scolaire qui ne respecte pas les normes d'implantation des écoles qui, elles-mêmes ne couvrent pas de manière rationnelle et proportionnelle tout le territoire national, l'enclavement géographique, les clivages sociaux, le poids des traditions et coutumes, le fanatisme religieux. Ainsi l'un des défis majeurs à relever par le gouvernement camerounais est non seulement d'offrir aux jeunes une éducation de

qualité, mais aussi et surtout l'accès des jeunes et des adultes aux programmes éducatifs devant permettre l'acquisition des compétences pour la vie.

A ce titre, les jeunes comme les adultes ont besoin des savoirs et des valeurs des compétences et des aptitudes techniques nécessaires à la vie courante. Dès lors, l'éducation doit contribuer à faire acquérir les compétences essentielles telles que : la lecture, l'écriture, l'expression orale, les mathématiques, la résolution des problèmes pour mieux gérer son environnement.

Un tel défi est de taille lorsqu'on sait que le jeune doit être formé dans l'optique de se prendre lui-même en charge une fois sorti de l'école. Il doit apprendre à être adulte (andragogie) et doit pouvoir s'autogérer afin d'assurer son épanouissement individuel.

Au regard de ce qui précède quelles actions peut entreprendre le Gouvernement Camerounais pour garantir un « **accès équitable aux programmes adéquats à tous les jeunes et à tous les adultes en vue de l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires à la vie courante** » ?

Pour répondre à cette question, une analyse de la situation a été faite et est présentée dans le tableau synoptique ci-dessous.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N° 3

« ACCES EQUITABLE AUX PROGRAMMES ADEQUATS A TOUS LES JEUNES ET A LES ADULTES EN VUE DE L'ACQUISITION DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES NECESSAIRES A LA VIE COURANTE »

I- Composante formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	<p>Accès équitable des jeunes à l'acquisition des savoirs, des valeurs, des attitudes et des compétences nécessaires à la vie pratique (life-skills)</p> <p><i>* Indicateurs :</i> ⁵TBS :- ⁶EP : 83,4% (2000) ⁷ESG : 28% (2000) ⁸ESTP : 5,7% (2000) Indice de parité ⁹F/G EP : 0,84 (2000) ESG : 0,87 (2000) ESTP : 0,62 (2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ° Offre éducative insuffisante ° Coûts de construction élevés ° Insuffisance du personnel enseignant qualifié ° Crise économique et poids de la dette extérieure 	<p>Mise en œuvre des mécanismes institutionnels :</p> <p>a) de financement régulier des investissements en éducation</p> <p>b) d'accroissement de l'offre éducative.</p>	<p>1- i) Recherche des ressources nécessaires à travers un partenariat efficace et diversifié</p> <p>ii) Augmentation de l'enveloppe allouée à l'éducation</p> <p>iii) Finalisation de l'élaboration de la carte scolaire</p> <p>2- i) Formation et recrutement des enseignants</p> <p>ii) Formation continue des enseignants en poste</p> <p>3) Construction et équipement des salles de classe (EP, ESG, ESTP, EPP)</p>	<p>* Signature des protocoles d'accord et des conventions avec les partenaires</p> <p>* Amélioration de l'offre d'éducation et du taux brut de scolarisation</p> <p>* Accroissement de la demande en éducation</p> <p style="text-align: center;">TBS</p> <p>^{1°} EP : 83,4% (2000) 97% (2005) 98% (2010) 100% (2015)</p> <p>^{2°} ESG : 21,9% (2000) 36% (2005) 50% (2010) 70% (2015)</p> <p>^{3°} ESTP : 5,7% (2000) 25% (2005) 50% (2010) 70% (2015)</p>

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
	<i>Ratio Elèves /Enseignants E.P. : 53 (2000) Ratio Élèves/Classe : E.P. : 60 (2000)</i>		c) Mise en œuvre des mécanismes de gestion rationnelle des ressources disponibles	4) Création des structures de contrôle, de suivi et d'évaluation des investissements en éducation	Indice de parité : EP : 0,84 (2000) 0,90 (2005) 0,95 (2010) 1 (2015) ESG : 0,87 (2000) 0,90 (2005) 0,95 (2010) 1 (2015) ESTP : 0,62(2000) 0,70 (2005) 0,90 (2010) 1 (2015)
2	Protection des enfants contre les risques et les menaces limitant leurs possibilités d'apprendre	<ul style="list-style-type: none"> ° Ignorance de la *CDE par une grande partie de la communauté ° Exploitation de la main d'œuvre infantile (coûts d'opportunité) ° Conflits et violences ° Consommation de la drogue ° Grossesses non désirées et précoces ° Mariages forcés et précoces ° Taux élevé des enfants orphelins du SIDA et vivant avec le VIH ° Absence de programmes de santé scolaire et de nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> ° Elaboration d'un plan national de sensibilisation de la communauté en faveur de la protection des enfants contre les risques et les menaces qui limitent leurs possibilités d'apprendre 	<p>5) Vulgarisation de la CDE par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation - la communication - le renforcement des capacités institutionnelles <p>6) Elaboration d'un programme de santé et de nutrition dans les écoles</p>	* Environnement de l'enfant sécurisé et propice pour bien apprendre

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 11 et 62

⁶ EP : Enseignement Primaire

⁷ ESG : Enseignement Secondaire Général

⁸ ESTP : Enseignement Secondaire Technique et Professionnel

* CDE : Convection relative aux Droits de L'Enfant

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
3	<p>Programmes adéquats pour une éducation de base qualité</p> <p>Indicateurs : Taux de redoublement : EP : 25% (2000) ESG : 20,6% (2000)</p> <p>Taux d' Accès en 6^e [∞]EP/ES : 21% (2000)</p> <p>Taux de possession de manuels : Français : 69% (2000) Maths : 53% (2000) Anglais : 31% (2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ° Caractère encyclopédique des programmes scolaires ° Insuffisance des ressources financières et matérielles ° Mauvaises conditions de travail du personnel enseignant ° Coûts élevés des manuels scolaires et du matériel didactique ° Inadéquation Ecole-Formation-Emploi 	<ul style="list-style-type: none"> ° Mise en œuvre d'un cadre conceptuel des curricula adaptés au milieu socio-culturel de l'apprenant ° Mise en œuvre des mécanismes de création, de construction et d'équipements des unités de production des manuels scolaires et du matériel didactique ° Mise en œuvre d'une politique nationale de développement de l'enseignement technique (Adéquation Formation / Emploi) 	<p>7) Révision des programmes</p> <p>8) Octroi du matériel didactique approprié aux élèves</p> <p>9) Conception et production des manuels scolaires en phase avec les programmes</p> <p>10) Création et équipement des unités de production des manuels scolaires</p> <p>11) Création, construction et équipement des ¹⁰CES, ¹¹CETIC, ¹²SAR et [♦]SM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ° Programmes adéquats disponibles ° Amélioration du taux de réussite scolaire <p>Taux de redoublement EP : 25% (2000) ; 10% (2005) ; 7% (2010) ; 5% (2015)</p> <ul style="list-style-type: none"> ° Manuels scolaires conformes aux programmes et disponibles <p>Taux de possession des manuels : Français : 69% (2000) ; 80% (2005) ; 90% (2010) ; 100% (2015) Maths : 53% (2000) ; 75% (2005) ; 90% (2010) ; 100% (2015) Anglais : 31% (2000) ; 50% (2005) ; 75% (2010) ; 100% (2015)</p>

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 15, 65 et 66

[∞] EP/ES : Enseignement Primaire / Enseignement Secondaire

¹⁰ CES : Collèges d'Enseignement Secondaire

¹¹ CETIC : Collèges d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

¹² SAR : Section Artisanale Rurale

[♦] SM : Section Ménagère

II- Composante non formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
4	<p>Accès de tous les jeunes et de tous les adultes aux programmes relatifs à l'Education de Base Non Formelle (EBNF)</p> <p><i>Indicateurs :</i> Taux d'alphabétisme : 40% (2000)</p> <p>Indice de parité¹³ F/H : 0,73 (2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ° Absence d'une déclaration de politique nationale de l'EBNF ° Ignorance et/ou méconnaissance de l'importance de l'EBNF 	<p>a) Mise en œuvre des mécanismes de sensibilisation et de communication en faveur de l'EBNF</p> <p>b) Mise en place d'un cadre conceptuel d'élaboration des programmes adéquats d'EBNF</p>	<p>12) Campagnes de mobilisation, de sensibilisation et de communication pour la vulgarisation de l'EBNF et appui aux initiatives locales en faveur de celle-ci</p> <p>13) Création, construction et équipement des¹⁴CEBNF</p> <p>14) Formation des encadreurs et des animateurs / trices communautaires responsables des CEBNF</p> <p>15) Création, construction et équipement de structures de formation à distance</p> <p>16) Elaboration d'une carte des CEBNF</p> <p>17) Conception et production des manuels adéquats d'alphabétisation, d'éducation permanente et des programmes d'EBNF</p> <p>18) Création, construction et équipement des unités de production des manuels d'EBNF</p>	<p>Textes réglementaires de la politique nationale de l'EBNF signés et diffusés</p> <ul style="list-style-type: none"> ° Demande d'admission accrue dans les CEBNF Taux d'alphabétisme : 40% (2000) ; 50% (2005) ; 75% (2010) ; 100% (2015) Indice de parité : 0,73 (2000) ; 0,85 (2005) ; 0,95 (2010) ; 1 (2015) ° Implication effective de la communauté dans la gestion et le fonctionnement des CEBNF ° Implantation effective des CEBNF ° Programmes adéquats disponibles ° Manuels d'EBNF disponibles

Source : Bilan Education Pour Tous (2000) p 72

¹³ F/H : Femme / Homme

¹⁴ CEBNF : Centre d'Education de Base Non Formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
2	Adhésion de la communauté nationale à la politique de l'Education Pour Tous	<ul style="list-style-type: none"> ° Caractère non-officiel de l'EBNF ° Manque d'intérêt de la communauté pour l'EBNF 	<ul style="list-style-type: none"> ° Mise en œuvre d'un plan national de sensibilisation par la communication pour le changement de comportements sociaux des Camerounais 	19) Elaboration d'un plan média national et organisation des : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Campagnes d'information et de communication ➤ Causeries éducatives 	<ul style="list-style-type: none"> ° Adhésion accrue de la communauté nationale ° Forte participation communautaire aux activités de l'EBNF

III- Composante informelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
6	Acquisition des connaissances et compétences nécessaires à la vie pratique pour les jeunes et les adultes (life-skills)	Programmes d'éducation aux valeurs, compétences nécessaires à la vie courante non-exploitées	Mise en place des mécanismes de communication, d'information et d'éducation en milieu ouvert	20) ° Emissions éducatives en langues officielles et locales	° Changement de comportements chez les jeunes et adultes

♦ ENIEG : Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général

♦ ENS : Ecole Normale Supérieure

¹ El/Ens : Elèves / Enseignant

¹ El / Cl : Elèves / Classe

* ENIET : Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Technique

♦ ENSET : Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique

* l'EBNF : l'Education de Base Non Formelle

*le CEBNF : le Centre d'Education de Base Non Formelle

* EBI : Education de Base Informelle

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT/CAMEROUN

OBJECTIF IV

Amélioration de la qualité de l'éducation pour l'acquisition des compétences de lecture, d'écriture et de calcul indispensables dans la vie courante.

INTRODUCTION :

La qualité de l'éducation à chaque niveau scolaire se mesure à partir des acquis des apprenants. La plupart des pays africains, à l'instar du Cameroun ont connu une dégradation de la qualité de l'éducation au début des années 90, à cause de la crise économique qui a anéanti leurs efforts.

Les organismes internationaux (CONFEMEN, UNESCO, UNICEF) soucieux de la qualité de l'éducation dans les pays africains, ont, avec le concours des responsables de ce secteur dans les différents pays, mis sur pied des tests standardisés dans les disciplines de lecture, d'écriture et de calcul au niveau de chaque classe du primaire. Ces tests ont pour but de mesurer la qualité de l'éducation dans certains pays.

Au Cameroun, les résultats d'une étude conjointement financée par l'UNESCO et l'UNICEF et ayant utilisé ces tests standardisés, ont révélé que 56,44% seulement des élèves de 4^e année du primaire en 1998/1999 avaient échappé à l'analphabétisme.

Or, la lecture, l'écriture et le calcul constituent les repères importants et apparaissent toujours comme les principales causes des échecs et abandons scolaires. Lire, écrire et calculer supposent la connaissance d'une langue. Or, les sociétés africaines en connaissent plusieurs. Les langues d'éducation constituent sinon le premier, du moins l'un des points fondamentaux de toute action dans la vie courante. On ne peut écrire que dans une langue qu'on maîtrise mieux.

La mise en place d'un environnement d'apprentissage sain, des programmes de qualité, c'est-à-dire adaptés aux réalités socio-culturelles et économiques des milieux, d'un programme de formation initiale et continue tout aussi adapté ainsi qu'une exploitation judicieuse de l'univers ou du paysage linguistique des apprenants sont les gages d'une éducation de qualité et d'une insertion sociale positive des produits de cette éducation.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N° 4

« AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION POUR L'ACQUISITION DES COMPETENCES DE LECTURE, D'ECRIURE ET DE CALCUL INDISPENSABLES DANS LA VIE COURANTE ».

I- Composante formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	Utilisation des langues locales comme co-vecteurs d'enseignement et d'acquisition des connaissances	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une Politique Nationale en matière d'utilisation des langues locales à l'école. - Non maîtrise des langues locales dans certaines familles. - Dévalorisation des langues locales dans certaines famille. - Mutation du personnel enseignant. - Réticence à l'utilisation scolaire des langues locales. 	Mobilisation Sociale pour la promotion de l'utilisation des langues locales en milieu scolaire.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration de la Déclaration de Politique Nationale en matière d'utilisation des langues locales dans le système éducatif formel. 2. Formation du personnel enseignant spécialisé dans l'utilisation scolaire des langues locales. 3. Elaboration, adoption, signature et diffusion des modules de linguistique pour les programmes de formation 4. Intégration des modules de linguistique dans les programmes de l'ENS et des ♦ENIEG 5. Organisation des séminaires d'information et de formation à l'intention des enseignants sur les modules de linguistique 	<ul style="list-style-type: none"> ° Déclaration élaborée ° Utilisation scolaire effective des langues locales. ° Personnel enseignant formé. ° modules de linguistique intégré dans les programmes de l'♦ENS et des ENIEG ° nombre d'enseignants formés
2	Adaptation des méthodes d'enseignement de lecture, d'écriture et de calcul aux réalités socio-culturelles locales	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance dans la formation initiale des spécialistes en didactique de langues et de mathématiques. - Absence du personnel enseignant formé à l'utilisation des langues maternelles. 	Plaidoyer en faveur du renforcement de la formation initiale et / ou continue du personnel de l'enseignement	<ol style="list-style-type: none"> 6. restructuration du système de formation initiale du personnel enseignant. 7. Révision, validation , diffusion et application des programmes de formation du personnel enseignant à l'ENS et dans les ENIEG. 8. Elaboration et validation de nouvelles approches méthodologiques pour l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul. 9. Recyclage du personnel enseignant en poste 	<ul style="list-style-type: none"> ° Recours effectif aux nouvelles approches méthodologiques dans l'enseignement. ° Performances scolaires élevées en lecture, écriture et calcul. ° Faible taux d'échec en lecture, écriture et calcul.

♦ ENIEG : Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général

♦ ENS : Ecole Normale Supérieure

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
3	<p>Amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage.</p> <p><i>Indicateurs</i> Taux de possession de manuels :</p> <p>Français: 69%(2000) Maths : 53% (2000) Anglais: 31%(2000)</p> <p>* <u>Ratio élevés</u></p> <p>¹⁵EI / Ens : 52(2000) ¹⁶EI / Cl : 60(2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectifs pléthoriques. - Classes multigrades. - Sous-equipement et/ou délabrement des salles de classe. - Rareté et/ou mauvaise qualité du matériel didactique. - Faible taux de possession du manuel scolaire. - Rareté et/ou pauvreté des bibliothèques scolaires. - Précarité des conditions de vie des enseignants en zone rurale. 	<p>Plaidoyer en faveur d'un réaménagement des conditions d'enseignement et d'apprentissage.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 10. Elaboration et mise œuvre des programmes sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans les ENIEG, *ENIET, Ecoles Primaires, à l'ENS et à l'♦ENSET. 11. Construction et équipement des salles de classe. 12. Formation et recrutement des enseignants 13. Réhabilitation et équipement des salles de classe. 14. Distribution du matériel didactique adéquat à toutes les écoles. 15. Octroi des manuels scolaires de base à chaque élève. 16. Mise en place d'une bibliothèque dans chaque école. 17. Aménagement des conditions de travail de l'enseignant en zones rurales. 18. Formation du personnel enseignant en évaluation 19. Création et équipement des unités locales de fabrication des manuels scolaires et matériels didactiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ° Programmes élaborés et mis en œuvre. ° Maintien des divers ratios autour de la norme nationale. ° Elimination du phénomène des classes multigrades et/ou à effectifs pléthoriques. ° Matériel didactique effectivement disponible dans chaque école. ° Possession effective des manuels scolaires de base par chaque élève. ° Bibliothèque fonctionnelle dans chaque école. ° Application effective d'un train de mesures spéciales liées aux conditions de travail des enseignants des zones rurales. <p>Ratio : EI/Ens : 52(2000) ; 50(2005) ; 49(2010) ; 45(2015) EI/Cl : 60(2000) ; 55(2005) ; 50(2010) ; 45(2015)</p>

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (Juin 2001) pp 15, 65

¹⁵ EI/Ens : Elèves / Enseignant

¹⁶ EI / Cl : Elèves / Classe

* ENIET : Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Technique

♦ ENSET : Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
4	Mise en place d'un système d'évaluation et de supervision plus rationnel.	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance dans la préparation des instruments d'évaluation. - Caractère sélectif de l'évaluation. - Mauvaise utilisation des différents types d'évaluation. - Insuffisance dans la formation initiale des superviseurs. - Manque de disponibilité des superviseurs. - Manque de moyens pour la supervision - Faiblesse dans l'exploitation des rapports de supervision. 	Plaidoyer en faveur d'un réaménagement du système d'évaluation et de supervision pédagogique.	20. Renforcement de la supervision pédagogique. 21. Création d'une structure spécialisée en conception des instruments d'évaluation certificative.	<ul style="list-style-type: none"> ° Supervision pédagogique effectivement renforcée. ° Formation en évaluation effectivement assurée aux différents niveaux. ° Structure spécialisée en conception des instruments d'évaluation opérationnelle.

II- Composante non formelle/ informelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
5	Adhésion de la Communauté Nationale à la Politique de l'Education Pour Tous, notamment de l'EBNF* et de l'EBI	<p>Absence d'une politique Nationale de l'EBNF</p> <p>Ignorance et/ou méconnaissance de l'importance de l'EBNF.</p> <p>Absence d'une carte des centres d'EBNF</p> <p>Absence des CEBNF*</p> <p>Inexistence d'une structure nationale de formation des spécialistes en EBNF/EBI</p> <p>Absence des spécialistes en EBNF/EBI</p> <p>Inexistence des programmes de lecture, écriture et calcul et d'activités pratiques pour les CEBNF en langues locales, Français, Anglais</p>	Plaidoyer pour le développement de l'Education de Base Non Formelle et Informelle	<p>22. Elaboration de la Déclaration de Politique Nationale d'Education de Base Non Formelle (EBNF)</p> <p>23. Organisation des campagnes de sensibilisation et des causeries éducatives en faveur de l'EBNF et de l'EBI</p> <p>24. Elaboration des programmes de lecture, écriture, calcul et activités pratiques à exécuter dans les CEBNF (en langues locales, Français, Anglais)</p> <p>25. Elaboration d'une carte des CEBNF</p> <p>26. Création, construction et équipement des CEBNF</p> <p>27. Création, construction et équipement d'une structure Nationale de Formation des spécialistes en EBNF / EBI</p> <p>28. Formation des spécialistes en EBNF / *EBI</p>	<p>° Déclaration de politique élaborée, adoptée, signée et diffusée</p> <p>° Campagnes et causeries tenues</p> <p>° Rapport disponible</p> <p>° Forte demande d'inscription dans les CEBNF</p> <p>° Programme élaborée, adoptée, signée et diffusée</p> <p>° Carte des CEBNF disponible</p> <p>° CEBNF créés et fonctionnels</p> <p>° Structure Nationale de Formation créée et fonctionnelle</p> <p>° Spécialistes formés</p>

* l'EBNF : l'Education de Base Non Formelle

*le CEBNF : le Centre d'Education de Base Non Formelle

* EBI : Education de Base Informelle

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT CAMEROUN

OBJECTIF V

Accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité afin d'éliminer les disparités d'ici à 2015

INTRODUCTION

Les données statistiques issues du **Forum Mondial sur l'Education tenu à Dakar, du 26 au 28 avril 2000** révèlent que sur **113 millions d'enfants** qui n'ont pas accès à l'Enseignement Primaire, **60% sont des filles.**

Le Cameroun dans ce domaine connaît des insuffisances assez significatives au regard des indices de parité **Filles/Garçons** contenus dans le document de **Stratégie du Secteur de l'Education**. C'est ainsi par exemple que sur le plan national, l'indice de parité est de 0,84 pour l'Enseignement Primaire. Il est davantage peu élevé dans les Provinces de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et du Nord, où il est respectivement de :

- a) 0,64 ; 0,53 et 0,56 pour l'Enseignement Primaire ;**
- b) 0,60 ; 0,28 et 0,39 pour l'Enseignement Secondaire Général ;**
- c) 0,29 ; 0,61 et 0,37 pour l'Enseignement Secondaire Technique.**

Eu égard à cette situation fort préoccupante, quelles stratégies le Gouvernement Camerounais peut-il mettre en œuvre pour assurer un « **accès équitable et sans restriction des filles à une éducation de base de qualité afin d'éliminer les disparités d'ici 2015** » ?

La réponse à cette problématique nécessite une démarche spécifique qui trouve sa signification dans un ensemble :

- ° de défis à relever ;
- ° d'obstacles à surmonter ;
- ° de stratégies à mettre en œuvre ;
- ° d'actions à mener ;
- ° de résultats à atteindre d'ici **2015**.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N° 5

« ACCES EQUITABLE ET SANS RESTRICTION DES FILLES A UNE EDUCATION DE BASE DE

QUALITE, AFIN D'ELIMINER LES DISPARITES D'ICI 2015 »

I – Composante Formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	<p>Elimination des disparités entre filles et garçons dans la scolarisation</p> <p><u>Indicateur :</u></p> <p>Indice de parité F/G bas :</p> <p>EP : 0,84 (2000) ESG : 0,87 (2000) ESTP : 0,62 (2000)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ° Insuffisance de l'offre d'éducation ° Mauvaise perception de la scolarisation de la fille ° Longues distances à parcourir pour atteindre l'école ° Pauvreté de certaines familles 	<p>Plaidoyer pour la mise en place d'un environnement socioculturel favorable à la scolarisation de la fille</p>	<p>1°) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires à la scolarisation de la fille</p> <p>2°) Organisation d'une campagne de sensibilisation des communautés réticentes à la scolarisation de la fille</p> <p>3°) Lancement et animation des Associations Communautaires de production de biens et revenus</p> <p>4°) Lancement et animation d'une compétition inter-communautaire en matière de scolarisation de la fille</p> <p>5°) Renforcement du Programme d'Education à la Parenté Responsable</p> <p>6°) Construction, équipement et/ou réhabilitation des écoles</p> <p>7°) Création des comités de suivi de la scolarisation et de la protection des filles en milieux familial et scolaire</p>	<p>Ressources financières disponibles</p> <ul style="list-style-type: none"> ° Forte demande de scolarisation des filles ° Taux de scolarisation de la fille plus élevés ° Associations Communautaires fonctionnelles ° Indice de parité entre filles et garçons redressé : EP : 0,84 (2000) ; 0,90 (2005) ; 0,95 (2010) et 1 (2015) ESG : 0,87 (2000) ; 0,90 (2005) ; 0,95 (2010) et 1 (2015) ESTP : 0,62 (2000) ; 0,70 (2005) ; 0,90 (2010) et 1 (2015) ° Capacité d'accueil des infrastructures d'éducation plus élargie ° Forte participation de la communauté en faveur de la scolarisation des filles

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (juin, 2001) p.8

EP : Enseignement Primaire

ESG : Enseignement Secondaire Général

ESTP : Enseignement Secondaire Technique et Professionnel

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
2	<p>Allongement de la rétention scolaire de la fille</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Taux de transition EP/ES bas : 21% (2000)</p> <p>Taux d'accès en 2nde très bas : 13% (2000)</p> <p>Taux de redoublement élevé : 25% (2000) pour l'EP 20,6% (2000) pour l'ENSG</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lourde implication des filles dans les activités agro-pastorales et/ou ménagères • Délabrement sanitaire du milieu scolaire • Harcèlement sexuel et moral • Mariages précoces • Faiblesse du rendement interne du système éducatif 	<p>Plaidoyer en faveur de la protection et de la rétention de la fille à l'école</p>	<p>8°) Recherche des ressources nécessaires pour la protection de la fille en milieu scolaire</p> <p>9°) Organisation de la campagne de sensibilisation des communautés en faveur de la rétention de la fille à l'école</p> <p>10°) Renforcement des mesures de protection de la fille en milieu scolaire par une nouvelle réglementation</p> <p>11°) Aménagement de l'environnement sanitaire scolaire</p> <p>12°) Révision du système d'évaluation sommative et certificative</p> <p>13°) Initiation d'une étude pour évaluer la corrélation entre le taux de redoublement et celui de l'abandon scolaire des filles</p>	<p>° Durée de scolarisation de la fille plus longue</p> <p>° Baisse des déperditions et redoublements scolaires, surtout pour les filles</p> <p>Taux de transition EP/ES 21% (2000) 50% (2005) ; 60% (2010) ; 80% (2015)</p> <p>Taux d'accès en 2nde 13% (2000) ; 45% (2005) 60% (2010) ; 75% (2015)</p> <p>Taux de redoublement EP : 25% (2000) ; 10% (2005) ; 7% (2010) ; 5% (2015)</p> <p>ESG : 20,6% (2000) ; 15% (2005) 10% (2010) ; 5% (2015)</p>
3	<p>Eradication des MST /SIDA en milieu scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Activité sexuelle précoce • Pandémie des MST/SIDA en milieu scolaire 	<p>Mise en place des mécanismes institutionnels et structurels pour un développement accru du système sanitaire en milieu scolaire</p>	<p>14°) Recherche et mobilisation des ressources nécessaires pour l'éradication des MST/SIDA en milieu scolaire</p> <p>15°) Organisation de la campagne de sensibilisation des communautés sur les dangers des MST/SIDA en milieu scolaire</p>	<p>Baisse sensible des cas de MST/SIDA en milieu scolaire</p> <p>Communautés sensibilisées</p> <p>Rapport disponible</p>

Source : Document de stratégie du Secteur de l'Education (juin 2001) pp. 63,65 et 66
EP/ES : Enseignement Primaire/Enseignement Secondaire
EP : Enseignement Primaire
ESG : Enseignement Secondaire Général

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
				<p>16°) Institution du dépistage systématique des MST/SIDA et des grossesses précoces en milieu scolaire 17°) Prise en charge des victimes des MST/SIDA en milieu scolaire 18°) Initiation d'une étude situationnelle de l'impact du VIH/SIDA sur la scolarisation des filles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Baisse des cas de grossesses en milieu scolaire <p>Etude menée Rapport disponible</p>
4	<p>Promotion d'un Enseignement primaire de qualité</p> <p>Indicateurs : Ratios élèves a) EI/Ens : 53 (2000) b) EI/CI : 60 (2000)</p>	<p>° Insuffisance de l'offre se traduisant par : des effectifs pléthoriques, la pratique des vacances multiples et/ou des classes multigrades</p> <p>° Insuffisance du personnel qualifié ° Insuffisance du matériel didactique approprié ° Inadaptation des contenus d'enseignement Mauvais système d'évaluation ° Insuffisance du temps consacré à l'enseignement ° Coût élevé des fournitures scolaires ° Faible niveau de l'encadrement familial ° Mauvaise gestion des ressources</p>	<p>Plaidoyer pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> la promotion et le développement d'un Enseignement Primaire efficace et efficient la mise en place d'un encadrement pédagogique de proximité 	<p>19°) Recherche des ressources nécessaires pour un Enseignement Primaire de qualité</p> <p>20°) Renforcement des capacités d'encadrement et de gestion du système éducatif : formation et recrutement des Enseignants</p> <p>21°) Révision en profondeur de certaines composantes du système éducatif</p> <p>22°) Création, construction, équipement et réhabilitation des écoles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Budget alloué à l'Enseignement Primaire plus consistant Baisse des ratios (él/cl et él/m) <p>EP : EI/En : 53 (2000); 50 (2005); 49 (2010) 45 (2015) EI/CI : 60 (2000) 55 (2005) ; 50 (2010) ; 45 (2015)</p> <p>Nombre d'écoles créées, construites équipées et réhabilitées</p>

Source : Document de Stratégie du Secteur de l'Education (juin, 2001) p.11

EI/Ens : Elèves/Enseignant

EI/CI : Elèves/Classe

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
5	Adhésion de la Communauté Nationale à la Politique de l'Education Pour Tous à travers l'EBNF et l'EBI en faveur des filles	<p>Absence d'une Politique Nationale de l'EBNF et l'EBI</p> <p>Ignorance de l'importance de l'EBNF dans la vie des filles</p> <p>Absence de Centres d'Education à Distance en faveur des filles</p> <p>Rareté des Centres d'Education de Base Non Formelle (CEBNF)</p> <p>Absence d'Unités Techniques en faveur des filles dans les CEBNF</p> <p>Absence des Spécialistes en EBNF et en EBI</p> <p>Absence des programmes d'apprentissage dans les CEBNF</p> <p>Absence d'une Carte des CEBNF</p>	Mise en place des mécanismes institutionnels et structurels pour le développement de l'EBNF et de l'EBI	<p>23°) Elaboration de la Déclaration de Politique Nationale de l'EBNF et de l'EBI en faveur des filles</p> <p>24°) Organisation de la campagne de sensibilisation et des causeries éducatives en faveur de l'EBNF et de l'EBI</p> <p>25°) Construction et équipement des Centres d'Education à Distance (CED)</p> <p>26°) Création, construction et équipement des Centres d'Education de Base Non Formelle (CEBNF)</p> <p>27°) Création et équipement d' Unités Techniques dans tous les CEBNF en faveur des filles</p> <p>28°) Création, construction et équipement des Structures Provinciales de Formation des Spécialistes en EBNF/EBI de formation à Distance</p> <p>29°) Elaboration des programmes de formation des Spécialistes en EBNF/EBI et en Education à Distance</p> <p>30°) Elaboration des programmes d'apprentissage dans les CEBNF et les CED en langues locales, Français et Anglais</p> <p>31°) Elaboration d'une carte des CEBNF et des CED</p>	<p>Déclaration élaborée, signée et diffusée</p> <p>Forte demande d'inscription de filles dans les CEBNF</p> <p>Causeries éducatives menées</p> <p>Rapport disponible</p> <p>Centres d'Education à Distance créés et fonctionnels</p> <p>CEBNF créés et fonctionnels</p> <p>Unités Techniques créées</p> <p>Structures de formation créées</p> <p>Programmes élaborés, signés et diffusés</p> <p>Programmes élaborés, signés et diffusés</p> <p>Carte élaborée</p>

EBNF : Education de Base Non Formelle

EBI : Education de Base Informelle

CED : Centre d'Education à Distance

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT CAMEROUN

OBJECTIF VI

Amélioration de 50% des niveaux d'alphabétisation des adultes et notamment des femmes d'ici 2015 et accès équitable de tous les adultes aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente

INTRODUCTION

Il ressort de l'analyse des résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat ainsi que celui des études subséquentes connexes que, nonobstant tous les efforts multiples déployés par l'État camerounais pour vaincre l'analphabétisme, efforts qui se sont notamment traduits par 15 années de campagne d'alphabétisation générale à partir de 1961, ce fléau touche encore 40% de la population active, soit près de 5 millions de personnes.

Par ailleurs, les mêmes sources montrent que sur 100 analphabètes, 35 sont de sexe masculin sur 65 de sexe féminin. Six zones sont particulièrement touchées par l'illettrisme : les trois provinces septentrionales (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord), la province de l'Est, celle du Nord-Ouest et les quartiers périphériques des grandes agglomérations urbaines. Dans certaines de ces poches d'analphabétisme endémique, les taux globaux atteignent parfois la barre de 70%, avec un taux d'analphabétisme féminin dépassant très souvent le seuil de 75%.

Dans la mouvance de l'Éducation Pour Tous, l'objectif principal visé par le présent plan d'action sera donc non seulement de réduire au moins de 50% le taux d'analphabétisme au plan national, mais aussi et surtout d'œuvrer afin qu'à l'horizon 2015, les disparités observées actuellement en la matière par sexe et par région s'estompent progressivement.

Pour cela, il faudra mettre l'accent sur :

1- La sensibilisation des populations et des leaders locaux, afin que soient progressivement abolies toutes les pratiques discriminatoires qui entravent l'alphabétisation de la femme.

2- La multiplication des structures d'alphabétisation, notamment à travers la réhabilitation des anciens centres d'alphabétisation, la création de nouveaux centres et la généralisation de la création d'ateliers de pédagogie personnalisée en alphabétisation fonctionnelle dans les Centres de Jeunesse et d'Animation et les Maisons de la Femme.

3- La formation des formateurs et le recyclage des ressources humaines actuellement disponibles.

4- Le développement du partenariat, notamment avec les bailleurs de fonds, les ONGs et les associations d'éducation populaire.

5- La rationalisation de la gestion de l'alphabétisation, ainsi qu'une plus grande implication des communautés à cette gestion.

6- Le changement de politique nationale d'alphabétisation, par le passage progressif de la politique actuelle du "faire", dans laquelle l'alphabétisation est essentiellement conduite par les structures administratives publiques, à celle du "faire-faire" actuellement adoptée par les pays d'Afrique de l'Ouest et qui consiste à confier la mise en oeuvre des programmes d'alphabétisation à des partenaires de la société civile (ONGs, associations) ; l'État se contentant de la supervision, du contrôle et de l'évaluation de ces activités.

Rappelons enfin que de par la répartition gouvernementale du travail, la mission d'alphabétisation des adultes relève de la compétence du Ministère de la Jeunesse et des Sports en collaboration étroite avec le Ministère de l'Education Nationale dans le cadre d'une action globale de l'Education Pour Tous.

Eu égard à ce qui précède, une analyse de la situation a été faite et est présentée dans le tableau synoptique ci-dessous qui laisse apparaître clairement :

- les défis à relever ;
- les obstacles à surmonter ;
- les stratégies à déployer ;
- les actions à entreprendre ;
- les résultats à atteindre.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ANALYSE ET DU DIAGNOSTIC DE L'OBJECTIF N°6
 « AMELIORATION DE 50% DES NIVEAUX DES ADULTES ET NOTAMMENT DES FEMMES D'ICI
 A 2015 ET ACCES EQUITABLE DE TOUS LES ADULTES AUX PROGRAMMES D'EDUCATION
 DE BASE ET D'EDUCATION PERMANENTE ».

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	Obtention de l'adhésion de toutes les populations à la Politique Nationale d'Alphabétisation Fonctionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une Déclaration de Politique Nationale d'Alphabétisation Fonctionnelle. - Pratiques socio-culturelles défavorables à l'alphabétisation. - Méconnaissance des avantages de l'alphabétisation. - Perception dévalorisante de l'alphabétisation féminine. - Choix inapproprié des langues d'alphabétisation. - Inadéquation entre les programmes d'alphabétisation et les besoins des populations. 	Mobilisation Sociale en faveur d'une Politique Nationale d'Alphabétisation Fonctionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> 1°) Recherche des ressources nécessaires au développement de l'EBNF et de l'EBI 2°) Elaboration d'une Déclaration de Politique Nationale d'Alphabétisation Fonctionnelle des adultes 3°) Elaboration d'un Programme National d'Alphabétisation Fonctionnelle des adultes, notamment des femmes -4°) Appui aux initiatives communautaires d'alphabétisation fonctionnelle 5°) Création et équipement d'un Centre d'Education à Distance (CED) dans chaque province 6°) Organisation d'une campagne de sensibilisation des Communautés en faveur de l'EBNF et de l'EBI 	<ul style="list-style-type: none"> ° Ressources disponibles ° Publication et diffusion effective de la Déclaration de Politique. <p align="center">Programme élaboré et diffusé</p> <ul style="list-style-type: none"> ° Forte participation communautaire dans les activités d'alphabétisation ° 10 CED construits et fonctionnels d'ici 2015 Forte demande de l'EBNF par les Communautés

EBNF : Education de Base Non Formelle

N°S	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
2	Prise en charge de tous les adultes concernés par l'alphabétisation fonctionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des diverses ressources. - Faible soutien de l'Etat aux initiatives communautaires d'alphabétisation. - Absence de partenariats - Rareté du personnel formé et spécialisé en alphabétisation fonctionnelle. - Absence d'une structure de production des supports d'alphabétisation. 	Plaidoyer en faveur de la promotion, du développement et de la généralisation de l'Alphabétisation Fonctionnelle des adultes.	<ul style="list-style-type: none"> 7°) Recherche des ressources nécessaires à l'alphabétisation fonctionnelle 8°) Mise en place des réseaux de partenariats 9°) Formation initiale des personnels d'encadrement et de supervision de l'alphabétisation 10°) Recyclage des personnel d'encadrement et de supervision d'alphabétisation fonctionnelle 11°) Mise en place des structures de production des supports didactiques d'alphabétisation appropriés 12°) Animation et soutien des initiatives communautaires d'alphabétisation 13°) Elaboration d'une carte nationale d'alphabétisation 14°) Réhabilitation et renforcement des structures étatiques d'alphabétisation fonctionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> ° Ressources disponibles ° Forte mobilisation des ressources allouées à l'alphabétisation. ° Plus grande disponibilité en personnel formé et spécialisé en alphabétisation. ° Plus grande disponibilité en supports d'alphabétisation. ° Forte implication communautaire dans l'alphabétisation. Baisse du phénomène d'analphabétisme. Carte disponible et meilleure connaissance des besoins en alphabétisation Structures réhabilitées et fonctionnelles
3	Obtention de l'adhésion de toutes les communautés à la Politique Nationale d'Education Permanente.	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une Déclaration de Politique Nationale d'Education Permanente et d'Education à Distance. - Rareté des Centres de Ressources Educatives Populaires. - Rareté des Centres de diffusion des informations éducatives communautaires ; - Choix inapproprié des langues de diffusion et des contenus des informations éducatives communautaires. - Coût élevé des supports de communication et d'information. 	Plaidoyer en faveur de la pérennisation des acquis de la scolarisation et de l'alphabétisation fonctionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> 15°) Elaboration de la Déclaration de Politique Nationale d'Education Permanente et d'Education à Distance 16°) Organisation d'une campagne de sensibilisation de la communauté nationale sur l'Education Permanente et à Distance 17°) Création et fonctionnement des divers centres de diffusion de l'information et de la culture. 18°) Renforcement des centres de ressources éducatives populaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration élaborée et publiée Forte demande de l'Education Permanente et à Distance ° Centres de diffusion de l'information et de la culture construits et fonctionnels ;

PLAN D'ACTION NATIONAL EPT CAMEROUN

OBJECTIF VII

Développement d'une culture de citoyenneté responsable et agissante basée sur des valeurs partagées, en vue de favoriser les prédispositions à vivre ensemble

INTRODUCTION

La société a, de tout temps possédée, en son sein des éléments de division, de violence, de discrimination, de marginalisation et d'exclusion. Cet état de chose trouve sa justification dans la diversité des civilisations et des cultures.

Cependant, malgré les différences et les divisions relevées, il existe dans toutes les sociétés des points de convergence susceptibles de forger et de consolider les aspirations à vivre ensemble.

Si l'école est au centre de ces points de convergence, force est de reconnaître que d'autres facteurs en marge de celle-ci sont susceptibles de concourir aux mêmes objectifs.

Il s'agit notamment des langues maternelles, de l'esprit de solidarité, du sens de l'intérêt général, de partage, de l'amour du pays, du travail, du respect des Anciens, de la hiérarchie, etc. Ces éléments, qui sont des valeurs qui s'acquièrent aussi en dehors de l'école, sont des fondements sur lesquels reposent la vie en communauté.

L'éducation au sens large, est la valeur qui facilite la naissance d'une société harmonieuse, et celle-ci possède une gamme de voies qui permet à des citoyens d'être éduqués et de participer pleinement à une vie communautaire.

Cette éducation, pour tous, dans les domaines formel, non-formel et informel, est de nature à créer et à consolider la culture de citoyenneté, gage de paix, d'acceptation de l'autre, du développement et du respect des droits de l'homme et des libertés.

Comment faire en sorte que cette éducation fondée sur ces valeurs, contribue au développement de la société camerounaise en permettant à toutes ses couches et ses composantes de vivre ensemble ?

Pour répondre à cette problématique, le pôle, dans une approche analytique a procédé à l'inventaire des :

- ° des défis à relever
- ° des obstacles à éradiquer
- ° des stratégies à élaborer
- ° des actions à mener
- ° des résultats attendus à court, moyen et long terme.

Tableau synoptique de l'analyse et du diagnostic de l'objectif N° 7

«DEVELOPPEMENT D'UNE CULTURE DE CITOYENNETE RESPONSABLE ET AGISSANTE
BASEE SUR DES VALEURS PARTAGEES EN VUE DE FAVORISER LES PREDISPOSITIONS A
VIVRE ENSEMBLE.»

I- Composante formelle

N°	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	Adhésion de la communauté éducative à une culture de citoyenneté en milieu scolaire	*Ignorance des principes fondamentaux de la culture de citoyenneté *Insuffisance des canaux de diffusion des principes de citoyenneté *Prédominance des intérêts particuliers sur ceux de la communauté	Elaboration d'un plan de mobilisation sociale en faveur du renforcement de la culture de citoyenneté	1. Recherche des ressources nécessaires à travers un partenariat diversifié et renforcé 2. Organisation des campagnes de sensibilisation de la communauté éducative en faveur de la culture de citoyenneté en milieu scolaire	Changement des comportements en faveur d'une culture de citoyenneté en milieu scolaire
2	Application permanente des valeurs civiques et morales en milieu scolaire	Manque de consensus autour des valeurs universellement reconnues Sous-estimation de l'importance des disciplines en rapport avec la culture de citoyenneté Personnel qualifié insuffisant	Mise en place d'un cadre conceptuel des programmes d'Education à la culture de citoyenneté et d'Education morale	3. Elaboration et / ou révision des programmes : a) d'Education à la culture de citoyenneté b) d'Education morale 4. Formation initiale et / ou continue du personnel enseignant et d'encadrement pédagogique en EM et EC 5. Création des unités de production, de diffusion et de distribution de manuels d'Education Civique et Morale	Programmes élaborés et / ou révisés Coefficients relevés et appliqués Pourcentage du personnel enseignant et d'encadrement pédagogique formé et / ou recyclé Clubs éthiques installés et fonctionnels au sein des établissements scolaires

EM : Education Morale

EC : Education Civique

N°	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
3	Eradication des replis identitaires et ethno-linguistiques en milieu scolaire	<p>Replis identitaires et ethno-linguistiques</p> <p>Perception négative des langues locales en milieu scolaire exclusion de tous genres</p> <p>Absence de cohésion sociale absence de programme de formation et d'apprentissage en langues locales</p> <p>Absence de spécialistes d'éducation en langues locales en milieu scolaire</p> <p>Absence d'une étude sur l'évaluation de l'indice d'interaction sociale et celui d'intégration linguistique</p>	Mise en place des mécanismes institutionnels et structurels de revalorisation des langues locales en milieu scolaire	<p>6. Organisation des campagnes de sensibilisation de la communauté éducative pour l'éradication des replis identitaires et ethnolinguistiques en milieu scolaire</p> <p>7. Création d'une structure nationale de formation des spécialistes d'Education en langues locales en milieu scolaire</p> <p>8. Elaboration des programmes de formation de spécialistes d'Education en langues locales en milieu scolaire</p> <p>9. Elaboration des programmes d'apprentissage de l'EM et l'EC en langues locales dans les établissements scolaires</p> <p>10. Formation initiale et / ou continue des spécialistes d'éducation morale et civique</p> <p>11. Initiation d'une étude pour évaluer a) l'indice d'interaction sociale b) l'indice d'intégration linguistique</p>	<p>Structure créée et fonctionnelle</p> <p>Introduction des langues locales dans les programmes d'enseignement en milieu scolaire</p> <p>Programme de formation élaboré et diffusé</p> <p>Programme d'apprentissage élaboré et appliqué</p> <p>Nombre de spécialistes formés et / ou recyclés</p> <p>Etude menée Rapport disponible</p>

II- Composante non formelle / informelle

N°	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
1	Adhésion de la communauté nationale à une culture de citoyenneté	Ignorance des principes fondamentaux de la culture de citoyenneté Insuffisance des canaux de diffusion des principes de citoyenneté Prédominance des intérêts particuliers sur ceux de la communauté	Elaboration d'un plan de mobilisation sociale en faveur du renforcement de la culture de citoyenneté dans le cadre de l'EBNF et de l'EBI	12. Recherche des ressources nécessaires au développement d'une culture de citoyenneté dans les CEBNF et en milieu ouvert 13. Organisation des campagnes de sensibilisation de la communauté nationale en faveur de la culture de citoyenneté dans les CEBNF et en milieu ouvert	Nombre de partenaires rencontrés Protocoles d'accord signés Changement des comportement des jeunes et des adultes en faveur d'une culture de citoyenneté dans les CEBNF et dans la vie courante
2	Application permanente des valeurs civiques et morales dans les CEBNF	Manque de consensus autour des valeurs universellement reconnues	Mise en place d'un cadre d'élaboration des programmes d'EM, d'EC pour les CEBNF	14. Elaboration des programmes d'E C et d'EM pour les CEBNF 15. Elaboration et production des manuels d'Education Civique et Morale à utiliser dans les CEBNF	Programmes élaborés Manuels élaborés et disponibles

CEBNF : Centres d'Education de Base Non Formelle

N°	DEFIS	OBSTACLES	STRATEGIES	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
3	Création des laboratoires linguistiques dans les CEBNF	Inexistence des laboratoires de linguistique et des CEBNF Absence d'un personnel formé en EBNF et en EBI (dans l'utilisation des langues locales)	Politique de développement des langues locales dans le cadre de l'EBNF et de l'EBI	16. Création, construction et équipement des laboratoires des langues locales dans les CEBNF 17. Formation des spécialistes de transmission en langues locales dans les CEBNF et en milieu ouvert 18. Création et équipement des structures de formation des spécialistes en EBNF/EBI 19. Elaboration des programmes de formation des spécialistes en EBNF/EBI 20. Elaboration des programmes d'apprentissage dans les CEBNF 21. Création et équipement des Centres d'Education à Distance (CED) 22. Formation initiale et / ou continue des spécialistes d'Education à Distance	Nombre de laboratoires créés, construits et équipés Nombre de spécialistes formé en langues locales Structures de formation créées et fonctionnelles Programmes élaborés et diffusés Programmes élaborés et diffusés Nombre de CED créés et fonctionnels Nombre de spécialistes formés et / ou recyclés